

introduction

Les études les plus stimulantes sur les femmes soulignent qu'il est impossible de comprendre leur position et leur rôle dans la société contemporaine si l'on ne prend pas en compte leur situation de classe. La « femme » universelle et abstraite n'existe pas. Ce qui existe, ce sont des femmes réelles, insérées dans des classes sociales historiquement déterminées. Si l'oppression des femmes traverse toutes les classes sociales de notre société, pour autant on ne peut oublier que l'intensité et surtout la nature de cette oppression diffèrent.

Il convient donc de préciser que l'affirmation – de plus en plus répandue et admise – selon laquelle les femmes sont « doublement exploitées » (ou « doublement opprimées ») ne s'applique pas aux femmes en général mais très précisément aux femmes des classes exploitées.

Ce positionnement soulève une autre question qui nous paraît des plus importantes : au sein de la structure familiale, dans les rapports de sexe, etc., les femmes des classes dominantes et les femmes des classes dominées sont-elles

soumises à la même oppression? Ou, pour le formuler autrement : jusqu'à quel point la position des femmes dans ces structures est-elle « indifférente » à leurs situations de classe respectives?

La structure de la famille bourgeoise – et par extension petite-bourgeoise – est assez bien identifiée. On connaît bien la nature des rapports de sexe, de la fonction du patrimoine dans les règles du mariage et de la succession, etc. Hélas, il n'en va pas de même pour la famille des classes laborieuses. À l'exception de certaines généralisations sur son rôle dans la reproduction de la force de travail, les recherches en la matière ont peu progressé. Qu'est-ce que la famille prolétaire? Qui sont ces femmes prolétaires « doublement exploitées »?

Au Brésil, l'incapacité à répondre à ces questions a généralement conduit la majorité de celles et ceux qui se sont penchés sur la situation des femmes à deux écueils : 1) traiter des femmes prolétaires et bourgeoises (ou petites-bourgeoises) comme si elles étaient soumises à un même type d'oppression sexuelle, comme si elles étaient insérées dans des structures familiales analogues, voire identiques ; 2) traiter de la famille prolétaire – et par conséquent de la situation des femmes en son sein – comme si elle était à l'image de la famille prolétaire des pays capitalistes avancés, en particulier des pays d'Europe occidentale.

D'un point de vue méthodologique, la deuxième voie présente au moins l'avantage d'intégrer le concept de classe à l'analyse de la structure familiale elle-même. Toutefois, elle n'évite guère à la plupart des chercheurs et chercheuses brésiliennes qui exercent dans les branches les plus diverses

des sciences sociales de commettre une même erreur : transplanter, en même temps que certaines catégories et méthodes indispensables à toute analyse scientifique, des modèles historiques totalement étrangers à la formation de la société brésilienne et donc inadaptés à sa compréhension.

Vouloir comprendre la formation du prolétariat brésilien sans analyser la transformation des esclaves en travailleurs libres est impossible, de même qu'il est impossible d'évaluer ce que l'esclavage a légué aux femmes des classes exploitées – en particulier aux femmes noires – et aux femmes des classes dominantes si l'on ne prend pas en compte la situation des femmes noires esclaves, les rapports dans lesquels elles s'inséraient en tant que femmes et en tant qu'esclaves.

D'une manière générale, les historiens ont fait disparaître, consciemment ou non, le rapport de classe, et présenté l'esclave, et surtout la femme esclave, comme un membre supplémentaire de la grande famille patriarcale.

En réalité, c'est un « double silence » qui se joue là. Au silence sur les femmes en général (« l'histoire est masculine »), s'ajoute le silence sur les classes exploitées (« l'histoire est l'histoire des classes dominantes »). Sur le second silence, bien des choses ont déjà été dites. Quant au premier, c'est derrière un masque que nous le présente le mythe de la nature clémente et paternellement patriarcale de l'esclavagisme brésilien. Il est intéressant de remarquer que cette mythologie ne se limite pas à produire une image déformée du rapport maître-esclave mais qu'elle adopte une logique dans laquelle la femme esclave occupe un rôle central : « pont entre deux races », « ambassadrice de la

*senzala*¹ dans la maison des maîtres» et inversement, et d'autres choses du même acabit. En d'autres termes, les rapports maître-femme esclave, maîtresse-femme esclave, enfants blancs-femme esclave jouent un rôle stratégique dans la structuration des théories sur le patriarcalisme protecteur de l'esclavage brésilien.

Pour résumer, l'étude du rôle social et des conditions de vie des femmes esclaves nous paraît fondamentale pour 1) réélaborer l'histoire de l'esclavage brésilien et 2) analyser certaines des racines historiques de la situation actuelle des femmes au Brésil, en particulier des travailleuses noires.

Évidemment, l'effort de recherche et de réflexion qu'exigent ces objectifs dépasse de loin les moyens de la chercheuse isolée. C'est pourquoi l'étude ici présentée se veut simplement l'aboutissement d'un travail exploratoire dont le but est moins de combler les lacunes de l'historiographie que d'alerter sur l'existence de tout un terrain de recherche, longtemps escamoté et laissé à l'abandon.

La modestie de nos ambitions ne nous a pas empêchée, ici et là, d'émettre des hypothèses, d'avancer des explications ou d'interroger les valeurs établies. Mais, il faut le souligner, les conclusions auxquelles nous sommes parvenue ont un caractère provisoire. Leur seul propos est de susciter un débat qui, malheureusement, reste encore véritablement tabou au Brésil, y compris parmi les féministes et les spécialistes de la question des femmes, dont nous sommes.

1. Mot d'origine bantou désignant la demeure. Dans le contexte du Brésil esclavagiste, la *senzala* désigne le quartier des esclaves. Un glossaire en fin de volume (p.141-142) précise le sens des termes brésiliens conservés tels quels dans le texte (*NdT*).

Il est temps, nous semble-t-il, de commencer (à tout le moins) à parler des femmes noires, sans toutefois prétendre le faire en leur nom. Et c'est là que surgit dans toute son ampleur la question de la méthodologie, car le matériel bibliographique et les sources disponibles sont d'une extrême pauvreté.

En élaborant ce projet d'étude, nous avons conscience de ce problème. Cela s'est matérialisé par le souci et la tentative de prendre en compte tout un ensemble de sources afin de pallier la dispersion et la faible consistance de chacune d'entre elles en particulier. Or, notamment après avoir échangé avec des collègues de la Fondation Carlos Chagas, nous avons compris que le refus de privilégier un seul type de sources rendrait fatalement ce projet trop ambitieux au vu du temps et des ressources limitées dont nous disposions. Les données à rechercher n'étant ni réunies ni, encore moins, systématisées dans un matériel bibliographique primaire ou secondaire, l'option de travailler sur un corpus unique s'est finalement imposée.

Le résultat final reflète nécessairement ce choix. Nous avons travaillé à partir de périodiques du XIX^e siècle disponibles à la Bibliothèque nationale de Rio de Janeiro (voir la Bibliographie en fin de volume). Sur la qualité de ces sources et de leurs contenus, rien ne vaut ces remarques caustiques de Joaquim Nabuco¹ :

1. Joaquim Nabuco (Recife, 1849-Washington, 1910), écrivain, avocat et homme politique. Il combat l'esclavage tant par son action politique que par son activité d'écrivain. Élu député en 1878, il mène campagne auprès des autres parlementaires pour l'abolition de l'esclavage. Réélu en 1884, il reste fortement engagé pour l'abolitionnisme. Son ouvrage

«On y trouve [...], maintes fois répétée, l'affirmation que l'esclavage, chez nous, est un état très clément et doux pour l'esclave, de fait bien meilleur pour lui que pour son maître. Ils sont si heureux, dans ces descriptions, qu'on vient à supposer que, s'ils étaient consultés, les esclaves préféreraient la servitude à la liberté. Tout cela prouve uniquement que ces journaux et ces articles ne sont pas écrits par des esclaves, ni par des personnes qui se seraient mises une seule seconde à leur place» (127-128).

Il n'empêche que, dans ces pages consacrées à des affaires criminelles, dans ces annonces et ces articles d'opinion, surgissent des éléments qui, à la lumière d'une bibliographie complémentaire sur l'esclavage, base permanente de notre travail, autorisent à dessiner le cadre général de la situation des femmes noires esclaves.

Il convient aussi de souligner que, vers la fin du ^{xix}^e siècle, avec l'émergence de l'abolitionnisme, certains titres de presse adoptent des positions antiesclavagistes. Là, sans doute, se trouve le matériel le plus intéressant, dans la mesure où ces publications laissent transparaître les sous-bassements idéologiques de l'abolitionnisme et de la critique blanche de l'esclavage. Plus qu'ailleurs, on y découvre de précieuses informations non seulement sur la place des femmes esclaves au sein de la famille blanche, mais aussi sur la représentation des « dangers » de l'esclavage pour cette famille.

O abolicionismo, écrit pendant un séjour en Europe, paraît pour la première fois en 1883 (NdT).

Après une première sélection parmi les collections des quotidiens *Jornal do Commercio*, *Diário do Rio de Janeiro* et *Correio Mercantil*, constatant l'impossibilité de travailler simultanément sur ces trois titres et sur des périodes trop longues, nous avons décidé : 1) de retenir les années 1850 et 1871, marquées par la fin de la traite négrière et la loi Rio Branco (dite du Ventre Libre¹), car ces dispositions légales firent émerger, de manière plus vive et ample, des débats et des informations sur des aspects importants de notre problématique ; 2) de mettre de côté le *Correio Mercantil* pour privilégier les précieux *faits divers* qui abondent dans le *Diário do Rio de Janeiro* et la riche profusion d'annonces qui caractérise le *Jornal do Commercio*.

*

Le résultat de notre recherche ne suffit pas, loin s'en faut, à couvrir l'ensemble de la problématique qui en est à l'origine. Il ne pouvait en être autrement. La pauvreté des sources et l'inexistence d'une littérature portant sur notre objet d'étude nous ont contrainte à prendre en compte des aspects multiples de la condition des femmes esclaves, alors même qu'il nous était de fait impossible d'approfondir chacun de ces aspects autant qu'il aurait fallu.

Ces limites justifient et confirment à la fois la nature introductive de notre étude. Si celle-ci peut contribuer, d'une manière ou d'une autre, à faire prendre conscience

1. Loi d'émancipation partielle promulguée en 1871, qui déclare libres les enfants d'esclaves nés à partir de cette année-là (*NdT*).

qu'il n'est plus possible de continuer à parler au nom des femmes et sur les femmes sans reconsidérer, au moins pour partie, les présupposés théoriques et historiques qui alimentent les discours sociologiques et politiques émergents, l'objectif aura été pleinement atteint.